Les sirènes de Copenhague !

Martine Tabeaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11606>

DOI : 10.4000/echogeo.11606

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Martine Tabeaud, « Les sirènes de Copenhague ! », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 12 janvier 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11606> ; DOI : 10.4000/echogeo.11606

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Les sirènes de Copenhague !

Martine Tabeaud

NOTE DE L'ÉDITEUR

La rédaction attire l'attention du lecteur sur le fait que cet article a été rédigé le 10 décembre 2009, c'est-à-dire avant la fin de la Conférence de Copenhague.

- 1 Copenhague est la quinzième réunion annuelle des représentants des pays qui ont ratifié la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). De Vienne, Bonn, Poznan, Montréal etc. aux plus médiatiques Kyoto, Bali, ces sommets sont presque devenus de la routine. De plus, tous les deux mois en moyenne ont lieu des réunions d'experts sur le climat représentant les gouvernements. Pas à pas, ils définissent les modalités d'un accord post Kyoto. Que faut-il donc attendre de ce sommet international ? P. Radanne¹, présent lors de l'élaboration du protocole de Kyoto en 1997, attend une refondation à Copenhague. « ..., c'est la première négociation Nord-Sud depuis la décolonisation ». Au contraire, en octobre 2009, Y. de Boer², secrétaire exécutif du CNUCC, a estimé que le sommet de Copenhague accouchera d'une souris. Alors, tout ou rien ? Comment fonctionne un tel sommet et peut-il aboutir à un accord réellement coercitif ?

Une grand' messe oecuménique

- 2 En 1992, la CCNUCC adoptée à Rio de Janeiro a reconnu l'importance de la protection du climat. Depuis, le paradigme socio-politique communément admis a été que le réchauffement climatique imposait une lutte pour « sauver la planète ». Le protocole de Kyoto engage ses signataires jusqu'en 2012. La proximité de l'échéance oblige donc à penser l'après.

Une peur planétaire des « dérèglements » de la température

- 3 En 2007, le quatrième rapport³ du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), résumant les travaux de 2 500 scientifiques internationaux, a été synthétisé dans un « résumé pour décideurs ». Voici quelques constats⁴ : « le réchauffement climatique est sans équivoque » (p.3), « 11 des 12 dernières années (1995-2006) figurent parmi les plus chaudes depuis 1850 » (p.3), « la plus grande part de l'accroissement observé des températures est très probablement dû à l'accroissement observé des quantités de gaz à effet de serre (GES) anthropiques » (p.8) « le niveau de montée de la mer est cohérent avec le réchauffement (1,8 mm/an et depuis 1993, 3,1 mm/an) » (p.3), « tout comme la couverture de neige et de glace » (p.3), « Les températures moyennes de l'hémisphère nord ont été pendant la deuxième moitié du 20^e siècle ... probablement les plus élevées des 1300 dernières années au moins » (p.3) « Les émissions de gaz à effet de serre (GES) vont continuer à croître dans toutes les décennies » (p.10), « On s'attend à ce que le changement de la fréquence et de l'intensité des extrêmes météorologiques aient des effets le plus souvent négatifs sur les systèmes naturels et humains » (p.18), « le changement climatique conduira probablement à certains impacts irréversibles. .. Risque accru d'extinctions d'espèces si le réchauffement moyen mondial dépasse +1,5 à 2,5 °C (1980-99) » (p.22). Cette présentation prend appui sur un certain nombre de mesures : un réchauffement d'un peu moins d'1°C depuis 1850, une hausse sur la même période du CO₂ atmosphérique de 0,028 % à 0,038 % des gaz de l'air. Cette augmentation du CO₂ explique le réchauffement par effet de serre. Un basculement irréversible du climat planétaire vers l'inconnu aura lieu avec une hausse thermique au-delà de +2°C⁵ (soit pour Lyon la température moyenne annuelle de Montélimar, pour Paris celle d'Angers).
- 4 Ces chiffres ont conduit à la politique internationale d'atténuation du réchauffement par la réduction des émissions de GES avec le protocole de Kyoto imposant aux pays riches (« de l'annexe 1 ») une réduction de 5 % en moyenne de leurs émissions par rapport à 1990 (année de référence) durant la période 2008 - 2012. Or, entre 1990 et 2007, d'après les évaluations⁶, les émissions mondiales d'équivalent CO₂ ont augmenté de 35 %. Depuis 2006, la Chine, est devenue le plus gros émetteur mondial de CO₂ devant les États-Unis. Les plus fortes augmentations (au-delà de 100 %) sont observées au Moyen-Orient, en Extrême-Orient (à cause principalement de la Chine et de l'Inde). L'Amérique latine, l'Océanie et même l'Afrique sont au-dessus de 50 %. Toutefois dans tous ces pays les émissions annuelles par habitant (Chine 4,5t et Inde 1,5t) sont encore très faibles par rapport aux pays nord-américains et aux pays producteurs de pétrole : 20t/hab/an aux USA, 22t/hab/an au Canada, 24t/hab/an au Luxembourg mais aussi 40t/hab/an dans les Émirats. Au titre du protocole de Kyoto, les États de l'Union européenne⁷ se sont engagés à réduire leurs émissions de GES de 8 %. Selon les dernières données de l'Agence européenne pour l'environnement, l'UE-15 aura réduit de 3,6 % ses émissions entre 1990 et début 2010. Une réduction supplémentaire de 3 % sera réalisée grâce à l'achat de crédits issus de projets de réduction des émissions menés dans les pays tiers. Les engagements seront donc éventuellement remplis in extremis ! Le bilan du Protocole de Kyoto n'est donc pas satisfaisant en tout point.
- 5 Pour préparer l'après 2012, un groupe de dialogue a été constitué. Il reconnaît l'importance de ne pas dépasser les 0,045 % d'équivalent CO₂ dans l'air qui correspondent à un réchauffement de 2-2,4°C. Ce qui impose la réduction d'au moins 50 % des émissions mondiales d'ici 2050 et une fourchette de réduction de 25-40 % des émissions des pays

développés d'ici 2020 (référence 1990). Tout comme le sommet du G8 de Heiligendamm de 2007, ce groupe a confirmé le rôle incontournable des Nations Unies et notamment de la convention climat. Pourtant, indépendamment du processus onusien, le Conseil européen de mars 2007 a validé une ambition de réduction d'ici 2020 de 30 % des émissions de GES par rapport à 1990. De leur côté, les ministres de l'environnement se sont réunis à Riksgården (Suède) pour se mettre d'accord sur une « feuille de route ». Les États-Unis ont aussi organisé une réunion à Washington des plus gros émetteurs de GES. Quant à l'Indonésie, elle a pris l'habitude de réunir les ministres de l'environnement d'une trentaine de pays du sud pour préparer les sommets.

- 6 En admettant qu'il y ait consensus sur la nécessité de lutter contre le changement climatique par l'atténuation, cette réunionite en ordre dispersé souligne les enjeux géopolitiques du changement climatique.

De la Saint Nicolas à Noël : la surchauffe médiatique

- 7 A côté des acteurs attendus en matière environnementale, en particulier les grandes ONG, avant et pendant ce sommet, le battage sur le sujet a envahi tous les supports de communication. Il est devenu bien difficile d'échapper aux débats, pétitions etc.
- 8 Au premier rang, les grandes ONG Environnementales. WWF a lancé sur la toile⁸ un Appel intitulé ULTIMATUM CLIMATIQUE « ... pour faire pression sur les négociateurs français à la conférence de Copenhague et faire entendre la voix des citoyens. Il faut atteindre le seuil des 500.000 signatures avant le début de la conférence le 7 décembre ».
- 9 La presse écrite n'est pas en reste. « Cinquante six journaux de quarante cinq pays ont pris l'initiative sans précédent de parler d'une seule voix en publiant un éditorial commun. Nous le faisons car l'humanité est confrontée à une urgence aiguë. Si le monde ne s'unit pas pour prendre des mesures décisives, le changement climatique ravagera notre planète, et avec elle, notre prospérité et notre sécurité... » (première page du Monde daté du 8 décembre).
- 10 La Télévision a consacré sa soirée du 8 sur plusieurs chaînes à l'événement. M. Drucker et Y. Arthus-Bertrand ont animé une grande soirée en direct sur France 2 intitulée *Un soir pour la terre, « soirée...historique pour l'environnement »*. L'occasion a permis de rediffuser le film de Y. Arthus-Bertrand qui « emmènera le téléspectateur à la découverte des premiers réfugiés climatiques du Bangladesh... » et le documentaire de N. Hulot. Des invités (J-L. Borloo, D. Cohn-Bendit, S. Royal,...) ont répondu aux questions des spectateurs.
- 11 Des radios comme France Culture ont fait de la semaine un temps fort... Toutes les émissions habituelles ont modifié leurs programmes pour faire de Copenhague « un sommet » (*Les enjeux internationaux, Planète terre, Post Frontière, Place de la Toile, La marche des sciences, Le salon noir, Avec ou sans rendez-vous*)...
- 12 Comme il ne s'agit pas d'être sous informé, plusieurs sites Internet proposent des films « en live » ; par exemple, sur http://www.dailymotion.com/video/xbd5u1_mdd-tv-le-mag-vert-n2-cap-sur-copen_news, « *Touteleurope.fr et le ministère du Développement durable se mobilisent pour vous faire vivre, en vidéo, ce rendez-vous international exceptionnel. Avec "Le Mag vert, cap sur Copenhague", découvrez et comprenez les enjeux de ces négociations* ».

Un festival « in » agité par les bruits de couloir

- 13 Beaucoup de médias sont devenus des réalisateurs de l'événement et ne sont plus seulement réactifs à l'événement. L'effervescence autour du sommet utilise et génère des effets d'annonce. La comptabilité des chefs d'état a commencé ; 65 chefs d'état ont annoncé leur venue le 22 novembre, 85 le 27 ! Tout comme celle des pays représentés : 192 fait inévitablement penser à un livre des records ! A Rio ils n'étaient, que 160, à Bali 187, à Kyoto 188, etc. Comme si plus, c'était nécessairement mieux ! Les chefs de gouvernement manient les revirements de situation. La Maison Blanche avait annoncé la venue du président américain pour le 9 décembre, puis après quelques semaines, pour le 18 décembre ; les décisions étant prises les deux derniers jours. Pour Obama Copenhague n'était qu'une halte obligée avant la remise du prix Nobel de la paix le 10 décembre à Stockholm. Sous la pression de la communauté internationale, qui craignait qu'en son absence aucun accord politique sur l'avenir du protocole de Kyoto après 2012 ne voit le jour, il devra refaire un voyage transatlantique une semaine après Stockholm. Il ne faut pas louer la photo de famille, et arriver le plus tard possible surtout si la situation est bloquée pour se faire passer pour le sauveur ! Comme, il s'agit d'afficher sa bonne volonté, de faire bonne figure, peu importe ce qui est annoncé : une référence à 2005 au lieu de 1990, un engagement de faire mieux...Comment résister au réchauffement médiatique ?
- 14 Côté officiel, une longue série de rencontres a permis de préparer Copenhague et éventuellement de faire évoluer les positions des gouvernements. Un « pré-traité » les précise. Avant même le sommet trois journalistes australiens⁹ ont pris à partie leur gouvernement sur son contenu « intentionnellement » caché. Le parlement australien a par ailleurs rejeté en décembre le plan gouvernemental, en faveur d'une réduction des émissions de GES.¹⁰ Les pays en développement, regroupés au sein du G77, ont dénoncé dès octobre à Bangkok le « sabotage » des négociations par les pays développés aux propositions *a minima*. De même, à Barcelone, lors de la dernière rencontre intermédiaire en novembre, les pays africains ont quitté les négociations. Le ministre indien de l'Environnement J. Ramesh considère la proposition d'accord comme inacceptable par ses « éléments... inquiétants » pour l'Inde.
- 15 Les représentants des pays, puis les ministres de l'environnement et enfin les chefs de gouvernement ont deux petites semaines pour faire bouger les lignes...

Et un « off » influencé par le spectaculaire

- 16 15 000 participants au moins... dit-on. Le Parlement danois a d'ailleurs débloqué une enveloppe spéciale de 80 millions d'euros pour protéger les délégations et surtout canaliser les manifestations qui accompagnent le sommet.
- 17 Vers Copenhague ont convergé toutes sortes de militants alternatifs pour qui l'accord final « ne changera pas grand chose à l'évolution du climat car les négociations telles qu'elles ont lieu s'inscrivent dans un cadre où la responsabilité historique des pays du Nord n'est pas assumée, et où les prétendues mesures de lutte sont le plus souvent des moyens pour les entreprises (et souvent, les pires, genre, Monsanto) de verdir leur image tout en spéculant sur le dos du climat » (Alter société). La grande manifestation rassemblera 50 000 personnes dans les rues le 12 décembre, « plus qu'à la manif de Seattle,

en 1998, qui a fait capoter les négociations de l'OMC ». On y retrouvera des mouvements comme les grandes ONG Environnementales, quelques syndicats, mais aussi Urgence climatique, justice sociale, le mouvement végétarien, Never Trust a Cop, etc. Toutes sortes d'associations contre la mondialisation, qui appellent à créer un bloc autour du slogan "Change the System, not the climate". La nouveauté réside sans doute dans la volonté de privilégier les luttes sociales et de rejeter les fausses solutions au changement climatique recyclant le modèle de développement capitaliste.

- 18 Les participants au « off » vont faire le spectacle, ou plutôt les images hautes en couleur : slogans, cris, performances extraordinaires, casses peut être que les médias reprendront à loisir avant la photo attendue de mise en scène de la fin du « in ».

Le CO₂, c'est le diable

- 19 La focalisation sur le CO₂ atmosphérique s'explique sans doute par la simplicité apparente du calcul des émissions. Puisque le CO₂ atmosphérique serait le résidu de la combustion du carbone des énergies fossiles, il suffit de comptabiliser leur consommation en appliquant des barèmes généraux. Alors qu'il est impossible aujourd'hui de quantifier la transformation de l'azote contenu dans l'air, sans parler de la vapeur d'eau pourtant 100 fois plus abondante dans l'air que le CO₂. Se focaliser sur le CO₂ est pourtant problématique à bien des égards.

Les limites des modèles CO₂

- 20 Les quinze principaux modèles globaux du changement climatique tournent en utilisant des projections (en 2050 et 2100) des variables démographiques (serons nous 8,5 milliards ou 15 milliards en 2050 ?) et économiques (croissance du PIB + consommation d'énergies fossiles + modes de transport + emplois + déforestation + part agriculture irriguée + élevage, etc.). Il n'y a pas de variable innovation alors que depuis deux siècles c'est la dimension déterminante des systèmes industriels. Les scénarios démo-économiques les « plus réalistes » sont retenus car ils sont indispensables pour chiffrer la teneur en CO₂ de l'atmosphère. Une fois les teneurs définies, les modèles « climatiques » peuvent travailler. Les derniers en date prennent en compte de plus en plus de paramètres (physique de l'atmosphère, glace de mer, aérosols, forêts, etc. °). Mais les sorties des modèles ne sont que des possibles car le système atmosphérique n'est pas entièrement prévisible (cf. la météo se trompe), les données de chaque élément géométrique issu du découpage de la planète, quand on en dispose, sont inévitablement simplifiées et le temps de calcul est contraint par des limites financières. On obtient ainsi des « cartes de températures » et de « pluviométries » faussement régionalisées. Impossible de retrouver les Andes, les Alpes etc. sur ces cartes. Ces images virtuelles ne représentent pas le « où » si elles prétendent représenter le « quand ». Le changement climatique est posé sur un géoïde parfait inhabité. Mais comme le principe 1 de la convention de Rio stipule que : « *Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable* »... les conséquences directes et surtout indirectes des modèles (montée du niveau de la mer, inondations ou assèchement des fleuves etc.) permettent d'abattre en permanence des « preuves », qui n'en sont pas *stricto sensu*.

- 21 Le surdéterminisme climatique fait feu de tout bois. Le monde serait en 2049 et 2099 dicté par la température ? Ce fatalisme naturel a pour postulat que tout le réel est, à terme, algorithmisable. Si c'est le cas en physique ce n'est pas le cas en sciences sociales. L'histoire, processus culturel, délivre les sociétés du déterminisme naturel, car la volonté humaine est libre (indépendante). Le libre arbitre permet de faire des choix, l'avenir n'est donc pas prédéterminé. Rappelons que c'est dès l'âge du fer (3^e millénaire avant J.C. au Moyen Orient et 1500 ans plus tard en Occident) que les sociétés ont tenté de s'adapter aux crises climatiques en évitant la fuite (migrations) par des innovations techniques et par des modifications des systèmes sociaux. En Égypte, en 3100 av. J.C. « la tête de massue du scorpion » montre un roi ouvrant un canal artificiel d'irrigation, preuve d'un savoir et d'un savoir faire s'affranchissant en partie du climat (pas d'eau avant la crue, trop d'eau pendant la crue). Enfin, avec la Révolution des transports nous nous sommes libérés des effets calamiteux des mauvaises récoltes. Une mauvaise année agricole ne crée plus famine ou disette générale, ce qui ne signifie pas qu'il n'y a plus de gens qui ont faim. Comment alors comprendre qu'une montée du niveau marin d'1 mètre répartie sur 50 ans, impose la migration de 100 millions de personnes ?
- 22 Quant aux emblématiques « pays » victimes du changement climatique : Tuvalu, Bangladesh, ... parfois Darfour, etc., ils font l'objet d'analyses simplificatrices qui surfent sur la méconnaissance de l'histoire et de la géographie. Annoncer qu'une hausse de +1°C et qu'une baisse des précipitations est la cause des problèmes du Darfour¹¹, c'est nier que le conflit a débuté en 1983, qu'il est largement politique, que les affrontements se sont répandus depuis les pays voisins (guerres du Tchad 1960-1990), que le pouvoir central est corrompu et non reconnu par tous les peuples du Soudan, que les sécheresses dans ces régions sont récurrentes, que l'explosion démographique est une réalité (la population a doublé en 20 ans), que les terres sont aussi convoitées pour leurs ressources pétrolières (les Chinois)... Le cas du Bangladesh renvoie à la maîtrise de l'eau avec l'exemple de la Hollande, mais aussi de Venise, du front de mer de Monaco, de l'aéroport de Nice, de la centrale nucléaire de Gravelines, tous aménagements construits sous le niveau de la mer... et certains d'entre eux depuis longtemps avec des techniques accessibles aux pays pauvres. Ces sites peuvent même attirer en nombre des touristes chaque année (Amsterdam 11 millions, Venise 25 millions, etc.). Les erreurs d'aménagement de la décennie 1980 au Bangladesh s'expliquent par la médiocre analyse des conditions d'un delta aux îlots mobiles à chaque crue, par la transposition d'une idée stérilisante, celle d'inondations néfastes que l'exemple du Nil avaient cependant peu de temps auparavant souligné, par le mépris des savoirs d'adaptation des populations locales et des institutions qui pourtant ont permis de fortes densités dans tous les deltas de l'Asie des moussons...

Une comptabilité ardue des émissions

- 23 La clarté en matière de comptabilité des émissions de CO₂ est un passage obligé de toute politique d'atténuation du réchauffement. Mais, un très grand nombre de pays ne produisent pas de données statistiques fiables, soit parce qu'ils ne sont pas conscients de leur intérêt soit parce que conscients de leurs implications ils les manipulent. L'organisme international chargé de centraliser les données d'émissions doit donc obtenir la confiance de tous, en mettant en oeuvre une boîte à outils (normes, méthodes) indiscutables.

- 24 Plusieurs exemples peuvent éclairer la complexité de ces évaluations. Le bilan CO₂ de l'électricité est difficile à établir car il combine les différents moyens de production (nucléaire, hydraulique, éolienne, thermique) qui engendrent des émissions de CO₂ très variables mais aussi son usage (chauffage, éclairage,...). De plus, les évolutions techniques dans une même filière tendent largement à diminuer les émissions. Ensuite, comment comptabiliser une activité qui est à la fois source et puits de carbone ? C'est le cas des activités agricoles puisque les plantes dans leur croissance captent le CO₂ atmosphérique pour le transformer par le biais de la photosynthèse en carbone organique. Produire du maïs comme reboiser c'est participer à la captation du carbone atmosphérique. Taxer l'agriculture dans son ensemble comme d'autres activités est donc problématique. Les éleveurs qui se sont achetés des pages de journaux ces derniers jours pour répondre à Paul Mac Cartney exhortant les humains à devenir végétariens, considèrent que les prairies fixent en grande partie le carbone émis par leurs bovins. Autre problème récurrent : est-ce qu'une tonne de CO₂ émise au Mali par l'élevage équivaut réellement à 1 t produite par un 4X4 à Paris ? Enfin, à quel pays attribuer des émissions de CO₂ produites par une firme multinationale¹² (ou ses filiales) qui a un pied en Amérique, un autre en Europe, le troisième en Asie et le quatrième en Australie pour optimiser production, marchés et gestion entrepreneuriale ?
- 25 A l'équité des évaluations d'émissions doit correspondre la transparence sur les investissements compensatoires. Sont-ils vraiment effectués ? Dans les pays les plus pauvres ? Et sont-ils vraiment propres ? La Chine est de loin le pays qui a profité le plus largement des mécanismes de compensation des émissions de carbone. 2200 projets « propres » (éolien, solaire) au moins ont été financés par des entreprises des pays riches qui ont payé pour chaque tonne de CO₂ « évitée ». A Copenhague, les représentants français poussés par de puissants groupes industriels (Areva, EDF) tentent de convaincre les gouvernements d'intégrer le nucléaire dans les techniques propres, ce qui permettrait à chaque vente d'une centrale nucléaire à un pays en développement d'obtenir des crédits carbone. La focalisation environnementale sur les GES a un effet pervers puisqu'il redonne une virginité à une technique qui du point de vue du développement durable est problématique du fait de la production de déchets à vie longue, sans parler du risque d'accident et donc de contamination et d'irradiation qu'elle fait courir aux populations. Le réseau Sortir du nucléaire a d'ailleurs distribué un dépliant sous le titre « Don't nuke the climate ».

Une instance supranationale de type OM CO₂ ?

- 26 En Europe, et en France en particulier, le pouvoir politique a décidé de tout faire pour réduire la production du CO₂ et donc de réduire la consommation de carbone, d'où la taxe carbone. C'est un choix qui n'a pas fait l'objet d'un large débat public organisé démocratiquement et pourtant...
- 27 La politique d'atténuation coûte cher. L'OCDE donne quelques fourchettes en pourcentage de PIB ; en Europe et en Amérique du nord, de -1 à -3 %, au Moyen Orient de -2 à -4, en Afrique de -2 à -8, en Asie du sud est de -2 à -8, en Chine de 0 à -5, en Amérique latine de 0 à -4... A ces chiffres, il faut ajouter l'adaptation au réchauffement lui-même soit 40 à 300 milliards de dollars américains selon l'institut Grantham (y compris coûts des inondations etc.) ou l'IEDD (Institut du développement durable). Ce prix total à payer pour atténuer et

s'adapter au réchauffement serait de 240 milliards de dollars par an (chiffre des Nations Unies) d'ici 2030 en attendant une autre farandole de chiffres !

- 28 Qui va payer cette facture ? Le protocole de Kyoto a répondu : seulement les pays riches. Mais ces derniers tentent d'élargir les contribuables aux pays émergents (la Chine, l'Inde, le Brésil) et aux pays producteurs de pétrole. Les pays pétroliers se faisaient très discrets jusqu'à Copenhague et pourtant ce sont par habitant les plus gros émetteurs de GES (deux à trois fois plus que les nord-américains). Avec pour porte parole l'Arabie saoudite, ils ont compris que leur rente pétrolière de plusieurs milliards de dollars risquait de fondre avec le réchauffement. Ils viennent de s'emparer du « climategate »¹³ pour ralentir le cours des négociations. L'annonce de la pseudo faillite de Dubaï vient à point nommé. Pour se défendre, ils avancent que les plus gros pollueurs sont les utilisateurs de charbon alors qu'eux ne font que vendre leur pétrole ou leur gaz... L'Inde fait de sa participation une monnaie d'échange à des transferts de technologie comme la captation du carbone dans les centrales thermiques à charbon, etc. C'est aussi le cas pour la Chine qui en matière d'éolien ou de solaire sera vite un leader sur le marché mondial. Les limites de Kyoto imposent désormais de se concentrer sur une aide aux vrais pays pauvres et sur des transferts de technologie ne créant pas une nouvelle dépendance économique. C'est pourquoi l'UE a annoncé en novembre un versement de 5 à 15 milliards d'euros par an après 2012 puis un versement annuel immédiat (dès 2010) de 6 milliards d'euros jusqu'en 2020...
- 29 Mais pour rendre opérationnels les engagements, une instance internationale de contrôle devra être mise en place. Les questions de leur respect¹⁴ et des sanctions à appliquer en cas de non conformité sont centrales après l'échec de Kyoto sur ce point. Se mettra-t-on d'accord sur la création d'un « comité d'observance », une chambre aux pouvoirs plus étendus que celle proposée à Montréal qui irait jusqu'à sanctionner ? En 2005, l'accord n'avait été obtenu que sur la création d'une chambre de facilitation (qui conseille techniquement) et d'une chambre d'exécution (qui accompagne les États en manquement). Cette création d'un « gendarme » constituerait une innovation juridique et politique dans le domaine des accords internationaux de l'environnement puisqu'elle porterait sur des sujets aussi sensibles que la définition de la souveraineté nationale ou le mode de développement économique. Déjà en octobre, C. Monckton, au nom des parlementaires conservateurs anglais, s'insurgeait contre le « pré-traité » instaurant un gouvernement mondial, sous les auspices des Nations Unies, qui aurait le pouvoir d'intervenir directement dans les affaires financières, économiques, environnementales, des pays signataires du traité de Copenhague. Interventionnisme qui lui semble impossible à admettre. Simultanément le BASIC (Brésil, Afrique du sud, Soudan, Inde, Chine) soulignait que « *le développement économique et l'éradication de la pauvreté est la priorité des PVD* »... et qu'un « *cadre institutionnel sur l'adaptation avec engagements financiers* » est nécessaire pour aider les plus vulnérables (petits états insulaires, peuples premiers etc.).
- 30 Le changement climatique est un débat citoyen. Faut-il privilégier les dépenses pour lutter contre le réchauffement climatique ou lui préférer la scolarisation et la vaccination de tous les enfants des PVD évaluées par l'Unicef à 100 millions d'euros - d'autant, que le potentiel d'adaptation croît avec le niveau d'éducation. Faut-il payer aujourd'hui le prix de catastrophes futures et encore virtuelles plutôt que de financer la réduction des écarts indécents de niveau de vie entre contemporains... Pourquoi les réfugiés économiques actuels sont-ils indésirables alors que l'on s'alarme de futurs réfugiés climatiques ? Ce

report temporel vers un futur prophétisé comme catastrophique fait problème. Le débat sur les actions à entreprendre face aux risques devrait être partagé avec l'ensemble de la société d'un territoire en considérant que tous les citoyens sont concernés à la fois comme victimes potentielles et comme acteurs de leur avenir.

- 31 La recherche scientifique sur le réchauffement actuel et futur est en cours. Les projections issues de modèles à 2049 ou 2099 sont bien évidemment virtuelles. Ce sont des possibles et pourtant il semble bien qu'ils soient présentés et perçus comme réels puisqu'ils dictent les décisions sur l'avenir. Le changement climatique n'est donc pas seulement un sujet de recherche, un débat entre scientifiques, experts de la physique, de la modélisation ou de l'économie. Ses enjeux sont politiques –au sens traditionnel de gestion de la cité– et concernent tous les citoyens. En conséquence, la réflexion ne peut être décontextualisée, a-territorialisée. Au « saucissonnage » de l'environnement qui a consisté à extraire le climat du reste des éléments naturels, économiques, sociaux, culturels en créant le GIEC, ne répond pas la démultiplication des GIEC des sols, de l'eau, de la santé... mais bel et bien un retour au territoire approprié par les sociétés humaines, et donc à la géographie et à l'histoire. Alors à la différence du slogan de l'ADEME « Faisons vite, cela chauffe » ne devrions nous pas proposer « prenons le temps de réfléchir, y'a pas le feu au lac », comme on dit à Genève.

BIBLIOGRAPHIE

Sur le sujet du changement climatique, l'auteur a déjà publié de nombreux articles dont :

Tabeaud M., 2007. *O Aquecimento contemporaneo entre certeza, controversia e duvidol*. Ciência et ambiente, Filosofias de Natureza, n° 34, Brésil, spécial changement climatique, p. 99-111.

Tabeaud M., 2007, Le réchauffement du climat par le petit bout de la lorgnette. *Planète humaine*, n° 16, p. 16-17

Tabeaud M., 2007. Protocole de Kyoto : les résultats se font attendre. *Images économiques du monde* 2008, Environnement et développement durable, p. 165-167.

Tabeaud M., 2008. *Concordance des temps, de Le Verrier à Al Gore*. *Espaces temps*, revue suisse en ligne sur <http://espacestemps.net/document4343.html>, rubrique : Dans l'air.

Tabeaud M., 2008. Le réchauffement planétaire : un changement radical et catastrophique ? p. 35-46 in M. Tabeaud éditeur, *Le changement en environnement*, Publications de la Sorbonne, 129 p.

Tabeaud M., 2008. *Kyoto et réchauffement, conventions à échelle globale* in P. Arnould et Y. Veyret , *Atlas des développements durables*, Autrement (collection Atlas/Mondes), p. 52-55.

Tabeaud M., Browaeyes X., 2008. *Montrer le froid pour souffler le chaud...Les images de paysages dans « Une vérité qui dérange »*. *Espaces temps*, revue suisse en ligne sur <http://espacestemps.net/document5583.html>, rubrique Dans l'air

Tabeaud M., Browaeyes X., 2009. En vérité, je vous le dis.... Le cinéma d'Al Gore. *Ethnologie française*, n° 4, p. 697-708.

Tabeaud M., 2009. Entre atténuation et adaptation : vers un micro-management territorial. *Questions internationales*, n° 38, LaDocumentation française, p. 8.

Tabeaud M., 2009. Les territoires face au changement climatique. Responsabilité et Environnement. *Annales des Mines*, revue trimestrielle, p. 34-40.

NOTES

1. Pierre Radanne est un expert reconnu en matière de ressources énergétiques. Il a présidé l'ADEME de 1998 à 2003. Il a conduit au sein de la Mission Interministérielle de l'Effet de Serre une étude de prospective qui a abouti à la définition des scénarios français connus sous le nom de « Facteur 4 ». En 2004, il a fondé une entreprise « Futur Facteur 4 » qui se consacre aux questions de politiques énergétiques.
2. Il est donc le responsable pour le réchauffement climatique de l'ONU.
3. Après ceux de 1990, 1995 et 2001.
4. http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/SYR_FINALfr.pdf
5. Ce qu'aucun principe physique ne justifie clairement.
6. 1t eq CO₂ correspond à 14 000 km parcourus en voiture, 250 kg de viande de bœuf, 1 an de chauffage au gaz d'une maison, etc.
7. UE à 15 au moment de son adoption.
8. www.copenhagen-2009.com
9. J. Albrechtsen, A. Bolt et A. Jones
10. C'est un retour en arrière puisque Kevin Rudd chef du gouvernement travailliste avait ratifié le protocole de Kyoto en décembre 2007 le jour de sa prise de pouvoir qui mettait fin à 11 ans de gouvernement conservateur ! L'opposition conservatrice qui n'est pas majoritaire a donc trouvé du soutien à gauche.
11. Achim Steiner directeur exécutif du Programme pour l'Environnement de l'ONU (UNEP) affirme que le monde est confronté à la première guerre causée par le changement climatique (<http://www.unep.org/sudan/>) et établit un lien direct entre le changement climatique et le conflit au Darfour
12. Rappelons d'une part, que certaines d'entre elles ont des chiffres d'affaires plus élevés que le PIB de nombreux pays (chiffre d'affaires d'Exxon = PIB de la Belgique = un peu moins de 300 milliards de dollars) et d'autre part que les grandes industries représentent près de la moitié des émissions de GES au sein de l'UE.
13. Le climategate : affaire de piratage d'ordinateurs de climatologues du GIEC dont les courriels mentionneraient des manipulations de données.
14. Compenser les émissions d'une émission de télévision par des reboisements à l'autre bout du monde par exemple.

RÉSUMÉS

La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) instance de politique internationale créée à Rio de Janeiro en 1992 a défini les moyens de lutte contre le changement climatique. Le choix s'est porté sur la réduction du réchauffement futur par la baisse

des émissions de gaz à effet de serre, d'où le Protocole de Kyoto. Fin 2009, la réunion de Copenhague chargée de penser l'après Kyoto, l'après 2012 a donc polarisé à tort les plus grandes espérances quant à la refondation d'une gouvernance mondiale.

INDEX

Mots-clés : atténuation du réchauffement, changement climatique, conférence internationale, émission de Gaz à effet de serre, ONU

AUTEUR

MARTINE TABEAUD

Martine Tabeaud est climatologue, professeur de géographie à l'Université Paris Panthéon Sorbonne et membre de l'UMR CNRS ENEC. Martine.Tabeaud@univ-paris1.fr